

■ Évolution légèrement négative des indicateurs du recouvrement

Les indicateurs du recouvrement affichent globalement une tendance négative à fin mai. Cependant, cette évolution pourrait n'être que temporelle et découler de la prise en main d'une nouvelle organisation liée à la déclaration sociale nominative (DSN).

En mai, le taux d'impayés hors taxations pour non déclaration* des entreprises de moins de 10 salariés est en augmentation de 0,84 point sur un an. Cette hausse intervient un mois après le paiement de la deuxième échéance trimestrielle de 2017. L'obligation d'entrée en DSN pour cette classe d'entreprises a engendré quelques difficultés. En mai, les demandes de délais pour les petites entreprises continuent d'afficher une baisse sur un an glissant (- 10,6 %). Ce résultat confirme les observations des derniers mois.

En mai, les entreprises de plus de 9 salariés affichent un taux d'impayés en augmentation de 0,19 point sur un an. Cette hausse s'explique par une légère détérioration des impayés dans les PME (10 à 249 salariés) alors que les taux d'impayés des grandes entreprises (250 à 1 999 salariés) et des très grandes entreprises (2 000 salariés et plus) restent stables. Parallèlement, le taux de ponctualité des paiements des PME diminue de 0,30 point. En mai, sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais restent orientées à la hausse (+ 6,9 % sur un an).

* Suite à des problèmes techniques, la prise en compte des taxations pour non déclaration biaiserait le taux et les comparaisons. Pour la même raison, le taux de ponctualité des paiements ne sera pas un indicateur pertinent pour cet exercice.

Chiffre clé

4,98 mds d'€

c'est le montant total des exonérations au titre de l'année 2016 en Ile-de-France

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional

Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est compétente auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2016, elle a collecté 107 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.



1 4 7 2
8

Indicateurs internes à la gestion de l'organisme

Évolution annuelle à fin mai 2017

Entreprises - 10 salariés

Taux des restes à recouvrer hors taxations pour non déclaration + 0,84 pt

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) - 10,6 %

Entreprises + 9 salariés

Taux de couverture immédiat - 0,30 pt

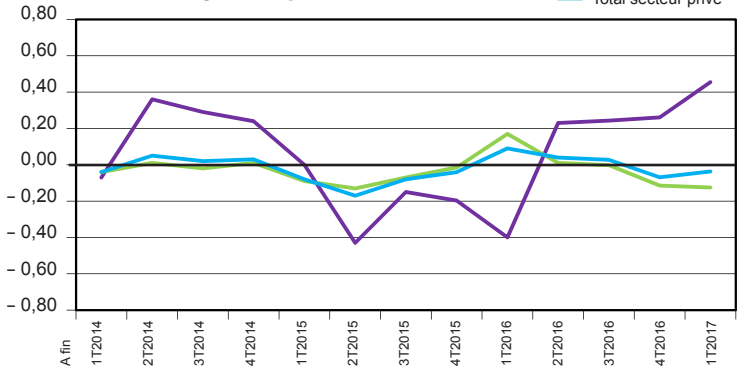
Taux des restes à recouvrer + 0,19 pt

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) + 6,9 %

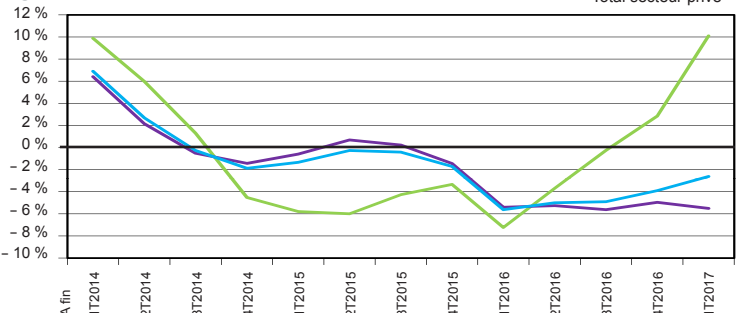
* hors entreprises de plus de 250 salariés

Taux de couverture immédiat : propension des cotisants à régler spontanément leurs cotisations.
Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises.

Évolution des taux des restes à recouvrer en point (glissement annuel)



Évolution des demandes de délais (glissement sur 12 mois)



■ Les DPAE orientées à la hausse

À fin mars, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en hausse de 3,3 % sur un an. Cette progression est plus soutenue que les mois précédents ; elle découle de la forte croissance des contrats de plus d'un mois alors que celle des CDD de moins d'un mois (+ 2,4 %) demeure moins dynamique. Sur les trois derniers mois connus, la progression du nombre de DPAE est légèrement moins marquée (+ 2,9 %), sous l'effet d'une hausse modeste relevée sur les CDD de moins d'un mois (+ 2,3 %).

Le nombre de DPAE en CDI enregistre une progression très importante sur un an glissant (+ 7,4 %). Cette croissance confirme la forte dynamique observée les mois précédents. Sur les trois derniers mois connus, l'augmentation s'avère même plus forte (+ 8,9 %). Par contre, les embauches en CDD de plus d'un mois sont de nouveau en repli sur les trois derniers mois (- 1,7 %) mais elles continuent d'afficher une croissance sur un an (+ 3,6 %).

■ La croissance de l'emploi accélère au 4^e trimestre 2016

Au 4^e trimestre, l'emploi salarié privé en Ile-de-France est en hausse trimestrielle de 0,6 %, grâce au secteur tertiaire et à la construction. Plus de 25 400 emplois ont été créés durant ces trois mois. Sur un an, le niveau d'emploi francilien affiche une croissance de 65 100 salariés (+ 1,4 %). Cette augmentation est la plus dynamique observée depuis la crise économique. Dans le même temps, l'emploi national augmente à un rythme moins soutenu, soit + 1,2 % sur un an. La masse salariale progresse de 2,6 % sur un an cumulé (+ 2,4 % pour le seul 4^e trimestre), soit une progression légèrement supérieure à celle observée au plan national (+ 2,4 %). La croissance de la masse salariale s'est maintenue à un niveau élevé toute l'année. Cependant, compte tenu de la progression importante de l'emploi, la croissance du SMPT (salaire moyen par tête) ralentit (+ 1,1 % sur un an), soit une hausse légèrement inférieure à celle observée au niveau national (+ 1,2 %). Le SMPT francilien s'établit à 3 241 euros.

AVERTISSEMENT. L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration sociale nominative (DSN), qui se substitue notamment au bordereau récapitulatif de cotisations, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

Évolution annuelle à fin mars 2017

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	+ 3,3 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 2,9 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	+ 7,4 %
Poids des CDI dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	15,3 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 3,6 %
Poids des CDD de plus d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	12,1 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 2,4 %
Poids des CDD de moins d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	72,6 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 165 741

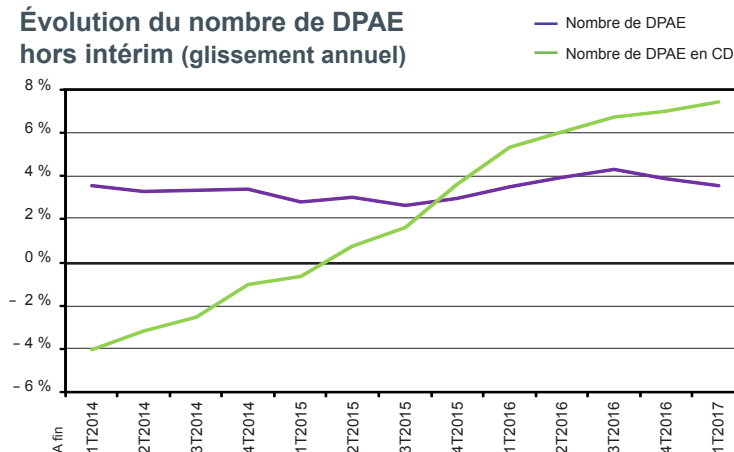
Évolution annuelle à fin décembre 2016

Effectifs salariés	+ 1,4 %
Salaire Moyen Par Tête	+ 1,1 %
Niveau des effectifs privés (données désaisonnalisées)	4 621 852

Évolution annuelle du 4^e trimestre 2016

Assiette salariale	+ 2,4 %
--------------------	---------

Évolution du nombre de DPAE hors intérim (glissement annuel)



Évolution de la masse salariale, effectifs et salaires moyens

